

Face à la destruction de nos missions, de nos services et de nos emplois, l'action militante se poursuit sans relâche !



Le 11 juin, la direction a livré les premières informations sur la fermeture des trésoreries, la mise en place des « back office » SPL et sur les fusions de services vers Mont de Marsan.

Depuis ce jour, nous n'avons pas cessé d'interpeller les élu.es pour les alerter et, « en même temps », nous avons continué de contester son projet tellement nuisible pour les agent.es, les contribuables et les collectivités locales. Toutes les instances de juin (CTL, CAPL, CHSCT) ont été le réceptacle de notre colère et autant de lieux où de nouvelles informations tombaient.

Nous avons envoyé un 1er mel à toutes les mairies du département, puis un second accompagné d'un projet de délibération contre le service public « low cost ». Nombre d'élu.es nous ont déjà remercié et assuré de leur soutien par le vote d'une délibération.

Messieurs Fortinon et Vallaud nous ont reçu en audience le 21 juin puis ont écrit au ministre pour réclamer des moyens afin de développer le service public. Nous avons rencontré le député Causse le 24, qui nous a écouté poliment, et le conseil municipal de Tarnos nous a invité à présenter notre analyse du projet puis a voté une délibération contre la réforme le 27 juin.



Le 24 juin, avec une cinquantaine de citoyen.nes, nous avons accueilli les élu.es convoqué.es par le Préfet en leur remettant un nouveau décryptage de la désimplantation de nos services.

Première réaction dans la presse : <https://www.sudouest.fr/2019/06/19/reorganisation-des-finances-publiques-dans-les-landes-progres-ou-enfumage-6230376-3452.php>

La manif devant la préfecture :

<https://www.sudouest.fr/2019/06/25/les-finances-publiques-en-debat-6255021-3350.php>

<https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/landes-elus-locaux-et-agents-des-impots-manifestent-contre-la-fermeture-prochaine-des-19-tresoreriers-1561385088>

Les 25 et 27 juin, des HMI ont eu lieu et nous nous mettons en capacité d'aller à la rencontre des agent.es des trésoreries dans les tous prochains jours.

De son côté, l'administration diffuse son discours rassurant et ses promesses de primes dans tout le département, en utilisant des éléments de langage soigneusement choisis pour ne pas trop effrayer ses auditoires...



Heureusement, personne n'est dupes, ni les agent.es, ni les élu.es !

En cette première semaine de juillet, nous avons envoyé une lettre à la direction afin de lui demander des précisions et des informations complémentaires...

Affaire à suivre, pas de vacances pour les militant.es !!

Enfin, le 2 juillet, au moment où le directeur prenait le micro à l'occasion de son pot de départ en retraite sur la pelouse de la cantine de Dagas, nous avons déployé la banderole du syndicat aux fenêtres du Sip : « Pour l'emploi public, pour la justice fiscale ». Il gardera ainsi un ultime souvenir de notre farouche opposition à son plan de destruction des services de la DDFiP...

Rencontre avec le directeur de l'AMRF

(Association des Maires Ruraux de France)

Le 25 juin, le Bureau national de Solidaires Finances Publiques a rencontré Monsieur SZABO, directeur de l'AMRF (Association des Maires Ruraux de France). Suite aux nombreux contacts que nous avons collectivement amorcés en local et aux remontées des petites et moyennes collectivités, il a souhaité nous rencontrer pour échanger sur l'analyse du projet de déconcentration de proximité (ou géographie revisitée).

Dans cet échange, nous n'avons pas eu à convaincre sur nos revendications.

En effet, l'AMRF est bien consciente de l'écart entre le discours de G.DARMANIN et la traduction des cartes distillées dans les départements depuis 2 semaines et les collectivités sont sensibles et "preneuses" de toutes nos analyses. Elles ne sont pas dupes sur les perspectives et la vision à long terme et sont conscientes que ce projet fait partie d'un grand ensemble et ne serait qu'une étape.

Depuis plusieurs années, l'exécutif veut nous convaincre de l'affaiblissement du rôle des communes. Mais, suite au conflit social des "Gilets Jaunes" et avec la remontée des cahiers de doléances, la légitimité du Maire est revenue au cœur des débats.

Monsieur SZABO nous a fait part de la stratégie amorcée par les collectivités adhérentes à l'AMRF : mettre les politiques face à leurs responsabilités, face aux incohérences et aux paradoxes du projet présenté par G. DARMANIN.

Par exemple, pour l'association, l'engagement du gouvernement de garantir une durée maximale de 30 minutes entre le lieu d'habitation de l'usager et un point de contact, est déterminante et incomplète. En effet, au-delà de l'aspect ubuesque lié à la cartographie locale (montagne, conditions climatiques, météorologiques, etc.), l'AMRF estime que cette durée doit prendre en compte l'intégralité de la chaîne de service pour l'usager (avoir la réponse à sa demande en 30 minutes maximum de transport).

A ce titre, il est important de mettre en exergue les questions environnementales liées aux déplacements tant des agents que des usagers. Actuellement, pour les politiques, la dématérialisation est le sens de l'histoire et la solution.

Or, pour l'AMRF, comme pour Solidaires Finances Publiques, l'enjeu est de revenir à une conscience collective car ce projet et ses outils fabriquent surtout de l'exclusion !

Monsieur SZABO a souligné l'importance de se tenir mutuellement au courant des remontées de terrain en local comme en national. En effet, il a constaté que les DDFiP-DRFiP ne communiquent pas avec le même niveau d'information.

C'est pourquoi, lors du dernier Conseil Syndical, Solidaires Finances Publiques a réaffirmé et invité tous.tes les agent.es à aller voir les élu.es, les représentant.es des associations de Maires (ruraux et autres), les parlementaires mais aussi les associations locales d'entreprises. A l'heure où le gouvernement privilégie l'accompagnement des entreprises de taille intermédiaire et des grandes entreprises (au travers d'un service spécialisé logé au sein de la Direction des grandes entreprises (DGE)), la réduction du nombre (voire des compétences) des services des impôts des entreprises (SIE) poserait un problème aux PME.

Pour Solidaires Finances Publiques, celles-ci ont également le droit d'avoir un accès aisé à un service public fiscal de proximité. C'est le contraire que veut mettre en place le gouvernement, ce qui créerait de facto une inégalité flagrante entre les PME et les entreprises plus grandes.

Le conseil syndical a également porté l'accent sur la nécessité de communiquer vers l'extérieur, usagers et médias par exemple. Dans les Landes, nous ne nous en prions pas !!

Ne nous résignons pas, dans la commande politique il y a des "intentions" éminemment opposables et c'est collectivement que nous pourrons faire ralentir voire retirer certaines fausses bonnes idées !